



## **PRÉFÈTE DE LA CREUSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Mission  
Interministérielle  
et Projets**

**Arrêté  
portant prescriptions complémentaires pour  
une installation enregistrée de fabrication de granulés de bois  
au bénéfice de la SAS BIOSYL LIMOUSIN  
située en zone industrielle sur le territoire de la commune de Guéret**

**La Préfète de la Creuse  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** l'annexe III de la directive n° 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

**Vu** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 512-7, R. 512-46-22 et R. 512-46-23 ;

**Vu** l'arrêté ministériel modifié du 11 septembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : stockage de bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531, à l'exception des établissements recevant du public ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel modifié du 22 octobre 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des installations dont les activités sont réalisées et classées au titre de l'une des rubriques 21xx, 22xx, 23xx, 24xx, 27xx, 3610, 3620, 3642 ou 3660 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2024 portant enregistrement d'une installation de fabrication de granulés de bois exploitée par la SAS BIOSYL LIMOUSIN, située en zone industrielle sur les territoires des communes de Guéret et Saint-Fiel ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance déposé à la préfecture de la Creuse le 4 décembre 2024 par la société par actions simplifiée (SAS) BIOSYL LIMOUSIN, en application de l'article R.512-46-23 du Code de l'environnement, relatif à diverses modifications du projet enregistré par arrêté préfectoral du 29 janvier 2024 susvisé ; dossier complété les 7 et 29 avril et 14 mai 2025 ;

**Vu** l'avis du service départemental d'incendie et de secours de la Creuse (SDIS) du 9 janvier 2025, tel qu'il a été complété et précisé, le 6 mai 2025, pour faire suite à la modification de l'organisation des moyens de défense incendie ;

**Vu** le rapport du 23 mai 2025 de l'Inspection des installations classées ;

**Vu** la communication par courrier préfectoral du 26 mai 2025 à la SAS BIOSYL LIMOUSIN du projet d'arrêté préfectoral complémentaire pour recueillir ses éventuelles observations, conformément aux dispositions de l'article R. 512-46-22 du Code de l'environnement ;

**Vu** les observations formulées par la SAS BIOSYL LIMOUSIN par courriel du 3 juin 2025 ;

**Considérant** que, telles qu'elles résultent du porter à connaissance susvisé, les modifications du projet consistent en une réduction de la surface occupée par les installations et qu'elles induisent, en conséquence, une redistribution spatiale et une réduction des activités concernant principalement le stockage de bois ;

**Considérant** que les modifications ainsi apportées au projet ne sont pas de nature à augmenter les dangers et inconvénients du projet initial pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement qui relèvent principalement du risque incendie et des nuisances sonores ;

**Considérant** à cet égard que l'ajout d'un bâtiment dénommé B3 pour héberger un broyeur est de nature à améliorer la situation acoustique des activités ;

**Considérant** que les modifications apportées au projet ne relèvent pas de la nomenclature annexée à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement ;

**Considérant**, dès lors, que les modifications apportées au projet ne constituent pas une modification substantielle en application de l'article R. 512-46-23 du Code de l'environnement ;

**Considérant** toutefois qu'il y a lieu d'ajuster certaines des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 29 janvier 2024 susvisé ;

**Sur proposition** de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Creuse ;

## **A R R E T E :**

### **Article 1<sup>er</sup> – Exploitant titulaire de l'autorisation**

Dans le titre et à l'article 1.1.1 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 29 janvier 2024 susvisé, les mots « et de Saint-Fiel » sont supprimés.

### **Article 2 – Liste des installations concernées de la nomenclature des installations classées**

Dans le tableau de classement figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 29 janvier 2024 susvisé, les lignes relatives aux rubriques 1532-2a et 2714 sont remplacées par les lignes suivantes :

1532-2a	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse [...] :  2a. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 20 000 m <sup>3</sup> .	116 750 m <sup>3</sup> Rondins de bois : 46 400 m <sup>3</sup> Plaquettes vertes : 15 000 m <sup>3</sup> Sciures vertes : 15 000 m <sup>3</sup> Écorces/biomasse : 7500 m <sup>3</sup> Silo plaquettes vertes S3 : 1000 m <sup>3</sup> Silo sciures vertes S4 : 1000 m <sup>3</sup> Silo sciures sèches S6 : 1000 m <sup>3</sup> Silo de stockage granulés S7 : 2000 m <sup>3</sup> Boisseaux granulés B1 et B2 : 2x 300 m <sup>3</sup> Granulés sacs : 24 750 m <sup>3</sup> Palettes de bois : 2500 m <sup>3</sup>	E
2714	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719.  1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1000 m <sup>3</sup>	7500 m <sup>3</sup> (Déchets de palettes stockées dans la zone « stockage connexes »)	E

### Article 3 - Situation de l'établissement

Le tableau parcellaire figurant à l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 29 janvier 2024 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

Commune	Adresse	Parcelles	Surface de la parcelle (m²)	Surface du projet (m²)
GUERET (23000)	Zone industrielle Rue du Cros	AD200	35853	23992
		AD203	181	179
		AD217	115422	75277
			Total	99448

### Article 4 – Défense contre l'incendie

Le premier alinéa de l'article 1.4.4 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 29 janvier 2024 susvisé est remplacé comme suit :

*« La défense incendie du site est assurée par 2 poteaux incendie assurant un débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h chacun sous 1 bar pendant 2 heures complétés par plusieurs réserves distribuées sur le site et totalisant au moins 420 m<sup>3</sup>. Chaque réserve dispose d'un volume minimal de 60 m<sup>3</sup> et est dotée de son aire d'aspiration conformément aux normes en vigueur, notamment aux caractéristiques énoncées dans le Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie approuvé par arrêté préfectoral du 7 juillet 2023. ».*

## **Article 5 – Bassins de confinement des eaux**

L'article 1.4.7 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 29 janvier 2024 est remplacé comme suit :

*« En cas d'incendie sur le site, les eaux d'extinction incendie seront confinées dans des bassins de confinement étanches selon les bassins versants (BV) et modalités suivantes :*

- BV1 (Sud-Ouest du site) : volume d'au moins 748 m<sup>3</sup> grâce à une vanne de coupure située en sortie du bassin pour assurer le confinement de ces eaux sur le bassin versant (stockage de connexes),*
- BV2 (Sud-Est du site) : volume d'au moins 1208 m<sup>3</sup> grâce à une vanne de coupure située en sortie du bassin pour assurer le confinement de ces eaux sur le bassin versant,*
- Parc à rondins : volume d'au moins 391 m<sup>3</sup> dans un fossé étanche longeant le parc.*

*Ces bassins versants et équipements sont représentés sur le plan annexé au présent arrêté. ».*

## **Article 6 – Plans**

Les plans annexés à l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 29 janvier 2024 sont remplacés par les plans annexés au présent arrêté.

## **Article 7 - Voies et délais de recours**

En application de l'article L. 514-6 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Limoges - 2, cours Bugeaud, CS 40410, 87011 LIMOGES cedex. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) » :

- 1) par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code, dans un délai de deux mois à compter de :
  - (a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article 8 du présent arrêté ;
  - (b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 3° de l'article 8 du présent arrêté.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1) et 2).

## **Article 8 – Publicité**

Conformément aux dispositions du Code de l'environnement :

1° - Une copie du présent arrêté est déposée en mairies de Guéret et Saint-Fiel et peut y être consultée ;

2° - Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché en mairies de Guéret et Saint-Fiel pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du Maire ;

3° - L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État de la Creuse pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 9 - Exécution**

M. le secrétaire général de la préfecture de la Creuse, Mme le maire de Guéret, M. le maire de Saint-Fiel et l'Inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS BIOSYL LIMOUSIN.

Une copie sera adressée à :

- Mme le maire de Guéret,
- M. le maire de Saint-Fiel,
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine,
- Mme la directrice départementale des territoires de la Creuse,
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Creuse,
- Mme la directrice départementale de l'emploi, du travail, de la solidarité et de la protection des populations de la Creuse.

Fait à Guéret, le **12 JUIN 2025**

La préfète

Anne FRACKOWIAK-JACOBS



Vu pour être annexé  
à notre arrêté en date de ce jour  
GUERET, le 12 JUIN 2025  
LA PRÉFÈTE

Anne FRACKOWIAK-JACOBS

Annexe : plans des installations



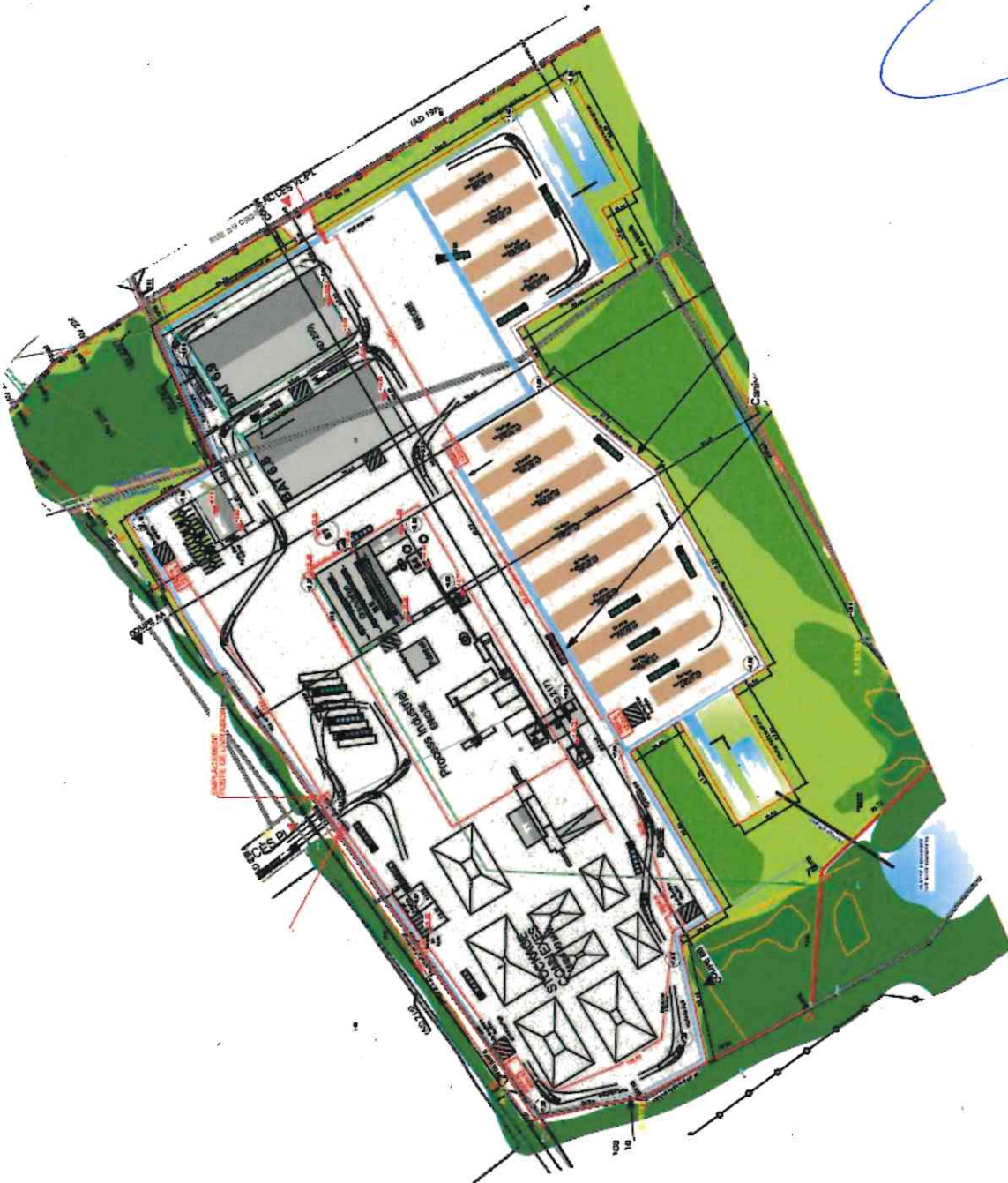
Délimitation parcellaire de l'emprise de l'installation (trait bleu)

Vu pour être annexé  
à notre arrêté en date de ce jour  
GUERET le **12 JUIN 2025**

LA PRÉFÈTE

Anne FRACKOWIAK-JACOBS

Organisation spatiale des activités





Vu pour être annexé  
à notre arrêté en date de ce jour  
GUERET, le 12 JUIN 2021

LA PRÉFÈTE

Anne FRACKOWIAK-JACOBS



Identification des "bassins versants" relatifs aux bassins de confinement des eaux d'extinction incendie